

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Ten opzichte van artikel 2 worden de definitieve toeslagrechten vastgesteld uiterlijk 31 december 2005. Ten opzichte van artikel 2bis worden de definitieve toeslagrechten vastgesteld uiterlijk 31 december 2006. »

Art. 7. In artikel 9, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 3, vervangen door de woorden "in de artikelen 3 en 3bis".

Art. 8. In artikel 11, eerste streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden "in 2005" ingevoegd tussen de woorden "in de sector ruwe tabak," en de woorden "overeenkomstig Verordening".

Art. 9. Artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 1 worden de woorden "door het bestuur" worden vervangen door de woorden "door de Minister";

2° lid 2 wordt aangevuld met volgende bepaling :

« Voor de aanvragen betreffende het kalenderjaar 2006 is de uiterste datum vastgesteld op 31 maart 2006. »;

3° lid 4 wordt aangevuld met volgende bepaling :

« Voor het kalenderjaar 2006 bedraagt deze verlaging 4 % per werkdag enkel wat betreft de bedragen die dat jaar moeten worden gestort als bedrijfstoelageregeling die aan de aanvrager te verlenen is. »

Art. 10. In artikel 16, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "tijdens het kalenderjaar 2005" vervangen door de woorden "tijdens het eerste jaar waarin de bedrijfstoelageregeling ingang vindt voor de overwogen steunregeling".

Art. 11. In artikel 24, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "tijdens het kalenderjaar 2005" vervangen door de woorden "tijdens het eerste jaar waarin de bedrijfstoelageregeling ingang vindt voor de overwogen steunregeling".

Art. 12. Artikel 25, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in het derde streepje worden de woorden "in 3" ingevoegd tussen de woorden "in de sector ruwe tabak," en de woorden "voorzien bij Verordening";

2° in het vierde streepje worden de woorden "op 31 maart van de overwogen jaren" ingevoegd tussen de woorden "op basis van de individuele referentiehoeveelheid die ze in bezit hebben" en de woorden "en die in aanmerking komt voor het voordeel van de premie".

Art. 13. In artikel 27, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "die rechtstreekse betalingen aanvraagt" vervangen door de woorden "die een steunaanvraag of steunaanvragen indient".

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 3, 2, van artikel 5, 1°, tweede streepje, van artikel 5, 2°, tweede streepje, en van artikel 10, 1°, ° en 5, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2005.

Art. 15. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4870

[2007/203604]

6 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et le décret du 22 mars 2007, notamment les articles 2, 4, 1°, 6, 10 à 16, 18, 25 à 27, 63, § 2, 1°, et 64;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, notamment l'article 48;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 septembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les services et fonctionnaires visés dans les articles ci-après sont ceux du Ministère de la Région wallonne, à moins qu'il ne soit précisé qu'il s'agit :

— de services appartenant à la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant création d'une cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne;

— de l'Office wallon des déchets, visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les fonctionnaires visés à l'article 2 du décret, chargés de recevoir et de vérifier les déclarations, sont :
1° pour l'application de la taxe sur les automates, les fonctionnaires de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;

2° pour l'application des taxes sur les déchets, les fonctionnaires de l'Office wallon des déchets. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Le modèle de déclaration visé à l'article 6 du décret et relatif à la taxe sur les automates est annexé au présent arrêté.

§ 2. Les modèles de déclaration visés à l'article 6 du décret et relatifs aux taxes sur les déchets, sont fixés par les Ministres qui ont l'Environnement et les Finances dans leurs attributions.

Les Ministres qui ont l'Environnement et les Finances dans leurs attributions, peuvent autoriser ou exiger, aux conditions qu'ils fixent, le dépôt en tout ou en partie de ces déclarations et des documents ou renseignements dont la production est prévue par le modèle, par une procédure utilisant les techniques de l'informatique et de la télématique. Dans cette mesure, les personnes tenues au dépôt des déclarations utilisent des formules qui consistent en un message électronique dont le contenu est fixé par les Ministres qui ont l'Environnement et les Finances dans leurs attributions; ces personnes doivent l'envoyer à l'adresse électronique créée à cet effet par le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions.

En vue du dépôt de ces déclarations, les Ministres qui ont l'Environnement et les Finances dans leurs attributions, peuvent également autoriser ou exiger, aux conditions qu'ils fixent, l'utilisation en tout ou en partie de formules qui sont spécialement conçues pour être complétées par une procédure utilisant la technique de l'informatique ou de la mécanographie et dont les modèles sont arrêtés par eux. »

Art. 4. A l'article 5, 2°, du même arrêté, les mots " la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets" sont remplacés par les mots " l'Office wallon des déchets".

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 5*bis*. Pour ce qui concerne les déclarations déposées relativement aux taxes sur les déchets, le service chargé de recevoir et de vérifier les déclarations accuse réception de la déclaration, dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de ladite déclaration. »

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "à l'article 12 du décret" sont remplacés par les mots "aux articles 10 à 16 du décret";

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° pour l'application des taxes sur les déchets, l'Office wallon des déchets. »

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ils sont formés par l'inspecteur général de l'Office wallon des déchets et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie, en ce qui concerne les taxes sur les déchets. »

Art. 8. A l'article 9 du même arrêté, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° pour l'application des taxes sur les déchets, le directeur de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets. »

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré un article 12*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 12*bis*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 12, pour ce qui concerne les taxes sur les déchets dont l'exigibilité résulte du dépôt d'une déclaration visée à l'article 49 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le paiement des taxes relatives à une déclaration est effectué par versement ou par virement effectué sur le compte courant du receveur.

§ 2. Pour ce paiement, le redevable de la taxe est tenu d'utiliser des formules de virement qui lui sont procurées par le service désigné à l'article 3, 2°, du présent arrêté, soit, à défaut d'une telle utilisation, de mentionner la communication structurée que lui a notifiée le service désigné à l'article 3, 2°, du présent arrêté.

§ 3. Les formules de virement procurées par le service désigné à l'article 3, 2°, du présent arrêté, sont individualisées par l'indication sur chacun d'eux de l'identité du redevable de la taxe et de la communication structurée visée au § 2.

Ces formules de virement ne peuvent être utilisées que pour le paiement des sommes visées au § 1^{er}, dues par ce redevable. »

Art. 10. A l'article 13 du même arrêté, les mots "par dérogation aux articles 11 et 12" sont remplacés par les mots "par dérogation aux articles 11, 12 et 12*bis*".

Art. 11. A l'article 15 du même arrêté, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, tout paiement au compte courant du receveur avec l'indication de la communication structurée visée à l'article 12*bis*, est, nonobstant toute déclaration contraire, réputé effectué pour l'apurement de taxes sur les déchets. »

Art. 12. A l'article 16 du même arrêté, les mots "à l'article 15" sont remplacés par les mots "à l'article 15, § 1^{er}".

Art. 13. Dans le chapitre VIII du même arrêté, il est inséré un article 22*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 22*bis*. Le service visé à l'article 63, § 2, 1°, du décret est l'Office wallon des déchets. »

Art. 14. L'article 23 du même arrêté, modifié par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Le délégué du Gouvernement, habilité à statuer sur les requêtes visées à l'article 64 du décret et à conclure les transactions visées par cet article, est :

— pour l'application de la taxe sur les automates, l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie;

— pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le délégué du Gouvernement, visé à l'article 64 du décret, pouvant statuer sur les requêtes ayant pour objet la remise des amendes fiscales et qui conclut les transactions avec les redevables, est le membre du personnel de la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, qui est désigné par le Ministre;

— pour l'application des taxes sur les déchets, le directeur de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets. »

Art. 15. Sont abrogés :

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991, relatif à la perception de la taxe sur les déchets en Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993, portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993, relatif au paiement par acomptes mensuels de la taxe sur les déchets non ménagers à charge de l'exploitant autorisé;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998, établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets;
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1999, établissant un barème de remise de l'amende applicable à la taxe sur les déchets ménagers prévue par l'article 28 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Il ne s'applique toutefois qu'aux taxes régionales, intérêts et amendes fiscales relatifs aux périodes imposables 2008 et suivantes.

Les arrêtés du Gouvernement wallon abrogés par l'article 15 du présent arrêté continuent à s'appliquer après le 1^{er} janvier 2008 aux taxes sur les déchets prévues par le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, relativement aux périodes imposables 2007 et antérieures.

Art. 17. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions et le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4870

[2007/203604]

6. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 und das Dekret vom 22. März 2007, insbesondere der Artikel 2, 4, 1^o, 6, 10 à 16, 18, 25 à 27, 63, § 2, 1^o, und 64;

Aufgrund des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere des Artikels 48;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

Aufgrund des am 26. September 2007 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. September 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 20. November 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 2^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, abgeändert durch Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die in den unten stehenden Artikeln erwähnten Dienststellen und Beamten diejenigen des Ministeriums der Wallonischen Region, es sei denn, es wird bestimmt, dass es sich um:

- Dienststellen handelt, die der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens angehören, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 zur Gründung einer vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens eingerichtet wurde;

- um das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) handelt, so wie in dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt.»

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - Die in Artikel 2 des Dekrets erwähnten Beamten, die damit beauftragt sind, die Erklärungen in Empfang zu nehmen und zu überprüfen, sind:

1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten: die Beamten der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;

2° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle: die Beamten des "Office wallon des déchets".»

Art. 3 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - Das in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Erklärungsmuster in Bezug auf die Steuer auf Automaten wird dem vorliegenden Erlass beigefügt.

§ 2 - Die in Artikel 6 des Dekrets erwähnten Erklärungsmuster in Bezug auf die Abgaben für Abfälle werden von den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Umwelt und die Finanzen gehören, festgelegt.

Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Umwelt und die Finanzen gehören, können zu den von ihnen festgesetzten Bedingungen das vollständige bzw. teilweise Einreichen dieser Erklärungen und der Dokumente oder Auskünfte, deren Vorlage in dem Muster vorgesehen ist, mittels eines Verfahrens, bei dem die Techniken der Informatik und der Telematik verwendet werden, erlauben bzw. fordern. Bei dieser Maßnahme verwenden die Personen, die eine Erklärung einreichen müssen, Formulare, die aus einer elektronischen Mitteilung bestehen, deren Inhalt von den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Umwelt und die Finanzen gehören, festgelegt wird; diese Personen müssen sie an die zu diesem Zweck von dem Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Umwelt gehört, geschaffene elektronische Anschrift schicken.

Zwecks des Einreichens dieser Erklärungen können die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Umwelt und die Finanzen gehören, ebenfalls zu den von ihnen festgesetzten Bedingungen die vollständige bzw. teilweise Verwendung von Formularen erlauben bzw. fordern, die so entworfen sind, dass sie mittels eines Verfahrens, bei dem die Technik der Informatik oder der maschinellen Aufbereitung verwendet wird, ausgefüllt werden können und deren Muster von ihnen festgelegt werden.»

Art. 4 - In Artikel 5, 2° desselben Erlasses wird der Wortlaut «die Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets" durch den Wortlaut "das "Office wallon des déchets"» ersetzt.

Art. 5 - Ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. *5bis* - Was die in Bezug auf die Abgaben für Abfälle eingereichten Erklärungen betrifft, bestätigt die mit dem Empfang und der Überprüfung der Erklärungen beauftragte Dienststelle den Empfang der Erklärung binnen einer Frist von zehn Werktagen ab dem Eingang der besagten Erklärung.»

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° der Wortlaut "in Artikel 12 des Dekrets" wird durch den Wortlaut "in den Artikeln 10 bis 16 des Dekrets" ersetzt;

2° Punkt 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«4° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle das "Office wallon des déchets".»

Art. 7 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird der letzte Absatz durch folgenden Absatz ersetzt:

«Sie werden vom Generalinspektor des "Office wallon des déchets" gebildet und vom Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung, was die Abgabe für Abfälle betrifft, für vollstreckbar erklärt.»

Art. 8 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird Punkt 4° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«4° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle, der Direktor der Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets".»

Art. 9 - Ein Artikel *12bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. *12bis* - § 1 - In Abweichung von Artikel 12 und was die Abgaben für Abfälle betrifft, deren Fälligkeit auf das Einreichen einer in Artikel 49 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben zurückzuführen ist, wird die Zahlung der Abgaben in Bezug auf eine Erklärung durch Einzahlung oder Überweisung auf das laufende Konto des Enehmers verrichtet.

§ 2 - Für diese Zahlung muss der Abgabepflichtige Zahlungsformulare verwenden, die ihm von der in Artikel 3 2° des vorliegenden Erlasses bestimmten Dienststelle übergeben werden, oder, in Ermangelung einer solchen Verwendung, muss er die strukturierte Mitteilung angeben, die ihm von der in Artikel 3 2° des vorliegenden Erlasses bestimmten Dienststelle mitgeteilt worden ist.

§ 3 - Die von der in Artikel 3 2° des vorliegenden Erlasses bestimmten Dienststelle zur Verfügung gestellten Überweisungsformulare werden durch die Angabe der Identität des Abgabepflichtigen und der in § 2 erwähnten strukturierten Mitteilung individuell angepasst.

Diese Überweisungsformulare dürfen nur zur Zahlung der in § 1 erwähnten und von diesem Abgabepflichtigen geschuldeten Summen verwendet werden.»

Art. 10 - In Artikel 13 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Abweichung der Artikel 11 und 12" durch den Wortlaut "in Abweichung der Artikel 11, 12 und *12bis*" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 15 desselben Erlasses, dessen jetziger Wortlaut den § 1 bilden wird, wird um einen § 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 2 - In Abweichung von § 1 wird betrachtet, dass jede Zahlung auf das laufende Konto des Enehmers mit der Angabe der in Artikel *12bis* erwähnten strukturierten Mitteilung ungeachtet jeder gegenteiligen Erklärung zur Bereinigung der Abgaben für Abfälle verrichtet wird.»

Art. 12 - In Artikel 16 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Artikel 15" durch den Wortlaut "in Artikel 15, § 1," ersetzt.

Art. 13 - In Kapitel VIII desselben Erlasses wird ein Artikel *22bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *22bis* - Die in Artikel 63 § 2 1° des Dekrets erwähnte Dienststelle ist das 3Office wallon des déchets».»

Art. 14 - Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 23 - Der Beauftragte der Regierung, der dazu befugt ist, über die in Artikel 64 des Dekrets erwähnten Anträge zu befinden und die in diesem Artikel erwähnten Vergleiche abzuschließen, ist:

- für die Anwendung der Steuer auf Automaten: der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung;
- für die Anwendung der Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände ist der in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Beauftragte der Regierung, der über Anträge bezüglich des Erlasses der Steuerstrafen befinden kann und der die Vergleiche mit den Abgabepflichtigen abschließt, das Mitglied des Personals der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, das durch den Minister benannt wird;
- für die Anwendung der Abgaben für Abfälle: der Direktor der Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets".»

Art. 15 - Werden außer Kraft gesetzt:

- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Erhebung der Abfallabgabe in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Ausführung des Artikels 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 über die Entrichtung durch monatliche Anzahlungen der Abgabe für nichthäusliche Abfälle zu Lasten des zugelassenen Betreibers;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Erklärung bezüglich der Abgabe für Abfälle;
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 zur Festlegung eines Bewertungsmaßstabs für die Befreiung von der Geldstrafe, die auf die in Artikel 28 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region vorgesehene Abgabe auf Haushaltsabfälle anwendbar ist.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

Er findet jedoch nur auf die regionalen Abgaben, Zinsen und Steuerstrafen in Bezug auf die steuerbaren Zeiträume von 2008 und die folgenden Anwendung.

Die durch Artikel 15 des vorliegenden Erlasses aufgehobenen Erlasse bleiben nach dem 1. Januar 2008 auf die Abgaben für Abfälle anwendbar, die im Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region vorgesehen sind, dies was die steuerbaren Zeiträume von 2007 und die vorherigen Zeiträume betrifft.

Art. 17 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4870

[2007/203604]

6 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 en het decreet van 22 maart 2007, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 1°, 6, 10 tot 16, 18, 25 tot 27, 63, § 2, 1°, en 64;

Gelet op het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 september 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 september 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 20 november 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gewijzigd bij artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit zijn de diensten en ambtenaren bedoeld in hiernavolgende artikelen de diensten en ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, tenzij aangegeven wordt dat het gaat om :

— de diensten die behoren tot de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit, opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 tot oprichting van een tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit;

— de "Office wallon des déchets" (Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen), bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De ambtenaren bedoeld in artikel 2 van het decreet belast met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften zijn :

1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de ambtenaren van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;

2° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen, de ambtenaren van het "Office wallon des déchets". »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het model van aangifte bedoeld in artikel 6 van het decreet en betreffende de belasting op de automaten is als bijlage bij dit besluit gevoegd.

§ 2. De modellen van aangiften bedoeld in artikel 6 van het decreet en betreffende de belastingen op de afvalstoffen worden vastgesteld door de Ministers bevoegd voor Afvalstoffen en Financiën.

De Ministers bevoegd voor Afvalstoffen en Financiën kunnen tegen de door hen gestelde voorwaarden toelaten of eisen dat die aangiften of de stukken of inlichtingen waarvan de overmaking in het model is bepaald, geheel of gedeeltelijk ingediend worden via een procedure die gebruik maakt van informatica- of telematicatechnieken. In dat opzicht maken de personen die die aangiften moeten indienen gebruik van de formulieren bestaande uit een elektronisch bericht waarvan de inhoud vastgesteld wordt door de Ministers bevoegd voor Afvalstoffen en Financiën; die personen moeten hem versturen naar het elektronisch adres dat daartoe opgesteld is door de Minister bevoegd voor Leefmilieu.

Met het oog op de indiening van die aangiften kunnen de Ministers bevoegd voor Afvalstoffen en Financiën tegen de door hen gestelde voorwaarden toelaten of eisen dat geheel of gedeeltelijk gebruik wordt gemaakt van formulieren die speciaal zijn opgesteld om ingevuld te worden via een procedure berustend op informatica of mechanografie en waarvan de modellen door hen zijn vastgesteld. »

Art. 4. In artikel 5, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen)" vervangen door de woorden "het "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen)".

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. Voor wat betreft de aangiften ingediend voor de belastingen op de afvalstoffen, meldt de dienst belast met de inontvangstname en het nazicht van de aangiften ontvangst van de aangifte binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van die aangifte. »

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "in artikel 12 van het decreet" worden vervangen door de woorden "in de artikelen 10 tot 16 van het decreet";

2° het nr. 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen, het "Office wallon des déchets". »

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« Ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van het "Office wallon des déchets" en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belastingen op de afvalstoffen. »

Art. 8. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het nr. 4° vervangen als volgt :

« 4° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen, de directeur van de Directie Economische Middelen van het "Office wallon des déchets". »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel *12bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *12bis*. § 1. In afwijking van artikel 12, voor wat betreft de belastingen op de afvalstoffen waarvan de eisbaarheid voortvloeit uit de indiening van een aangifte zoals bedoeld in artikel 49 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt de betaling van de belastingen betreffende een aangifte verricht bij storting of overschrijving op de lopende rekening van de ontvanger.

§ 2. Voor die betaling moet de belastingplichtige de overschrijvingsformulieren gebruiken die hem door de dienst aangewezen in artikel 3, 2°, van dit besluit worden verstrekt ofwel, indien daar geen gebruik van wordt gemaakt, de gestructureerde mededeling vermelden waarvan hem kennis is gegeven door de dienst aangewezen in artikel 3, 2°, van dit besluit.

§ 3. De overschrijvingsformulieren die verstrekt worden door de dienst aangewezen in artikel 3, 2°, van dit besluit zijn geïndividualiseerd door de opgave op elk ervan van de identiteit van de belastingplichtige en van de gestructureerde mededeling bedoeld in § 2.

Die overschrijvingsformulieren mogen enkel gebruikt worden voor de betaling van de sommen bedoeld in § 1, verschuldigd door de belastingplichtige. »

Art. 10. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden "in afwijking van de artikelen 11 en 12" vervangen door de woorden "in afwijking van de artikelen 11, 12 en *12bis*".

Art. 11. In artikel 15 van hetzelfde besluit waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 wordt elke betaling op de lopende rekening van de ontvanger met opgave van de gestructureerde mededeling bedoeld in artikel *12bis*, niettegenstaande elke andersluidende verklaring, geacht verricht te zijn voor de aanzuivering van belastingen op afvalstoffen. »

Art. 12. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 15" vervangen door de woorden "in artikel 15, § 1".

Art. 13. In hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt een artikel *22bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *22bis*. De dienst bedoeld in artikel 63, § 2, 1°, van het decreet is het "Office wallon des déchetts". »

Art. 14. Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 23. De gemachtigde van de Regering, bevoegd om uitspraak te doen over de verzoekschriften bedoeld in artikel 64 van het decreet en tot het sluiten van de dadingen bedoeld bij dat artikel, is :

— voor de toepassing van de belasting op de automaten, de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie;

— voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimtes, de gemachtigde van de Regering, bedoeld in artikel 64 van het decreet, die uitspraak kan doen over de verzoekschriften met als onderwerp de kwijtschelding van fiscale boetes en die de dadingen sluit met de belastingplichtigen, is het personeelslid van de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit, aangewezen door de Minister;

— voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen, de directeur van de Directie Economische Middelen van het "Office wallon des déchetts". »

Art. 15. Opgeheven worden :

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de inning van de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;

— het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;

— het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 betreffende de betaling bij maandelijkse voorschotten van de belasting op niet-huishoudelijke afvalstoffen ten laste van de gemachtigde exploitant;

— het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot vastlegging van de nadere regels voor de aangifte van de belasting op de afvalstoffen;

— het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 1999 tot vastlegging van een schaal voor de kwijtschelding van de boete die van toepassing is op de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen bedoeld in artikel 28 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Het is evenwel enkel van toepassing op de gewestelijke belastingen, de interesten en de fiscale boetes met betrekking tot de belastbare tijdvakken 2008 en volgende.

De besluiten van de Waalse Regering opgeheven bij artikel 15 van dit decreet worden verder toegepast na 1 januari 2008 voor de belastingen op de afvalstoffen bepaald bij het decreet 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, met betrekking tot de belastbare tijdvakken 2007 en daarvoor.

Art. 17. De Minister bevoegd voor Financiën en de Minister bevoegd voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN